



PARTI PRIS

Notes d'analyse

- (i)** « Parti pris » est une note d'analyse sur une question importante ayant trait aux enjeux actuels de l'économie nationale, aux problèmes liés aux politiques économiques, aux effets des dynamiques internationales.
- (ii)** Comme son nom l'indique, « Parti pris » traduit une « position », épistémologique, méthodologique ou intellectuelle, propre à l'auteur.
- (iii)** Elle ne reflète pas une « position » de l'AMSE qui, convient-il de le rappeler, est une société savante, pluraliste et ouverte.
- (iv)** Les notes doivent, dès lors, observer les règles en vigueur en matière d'analyse scientifique : rigueur, pertinence, validité.
- (v)** Destinées aux décideurs et, au-delà au public intéressé, elles doivent être rédigées dans un style clair, précis et simple.
- (vi)** Les notes d'analyse ne doivent pas dépasser 5 pages.
- (vii)** Elles font l'objet d'une procédure d'acceptation par le comité directeur de l'AMSE.

PARTI PRIS 18

(6 Avril 2020)

Confinement : crises sanitaire et économique : quelle(s) sortie (s) de crise ?

Azeddine AKESBI

Professeur au Centre d'Orientation et de Planification de l'Education (COPE)

Le confinement pour maîtriser la progression exponentielle de la maladie

Le confinement est l'actuelle solution disponible pour limiter les risques de la maladie du COVID 19. Cependant, son prolongement aura des effets considérables sur l'économie et la société. Les efforts et sacrifices supportés par la société et l'Etat sont importants. Pour le moment, il y a une incertitude sur la durée du confinement, mais on peut se demander s'il peut être supportable au-delà de quelques semaines ou de mois ?

Les estimations de l'OCDE (fin février, 2020) montrent que le confinement affectera directement le tiers du PIB dans les plus grandes économies : chaque mois de confinement entraînera une perte de 2% dans la croissance du PIB annuel. Le secteur du tourisme sera exposé à une chute de 70% de l'activité. La réduction de la production se situerait à 15% ou plus du niveau de production dans les économies avancées et 25% dans les économies moins avancées¹. L'organisation internationale du travail (OIT) estime, de son côté, que 25 millions de personnes pourraient se retrouver au chômage. A la lumière des millions de nouveaux chômeurs enregistrés sur une très courte période aux USA, il est clair que le nombre des chômeurs à l'échelle mondiale risque d'atteindre des records. La baisse des revenus des travailleurs a été estimée à 3 400 milliards de dollars. L'OIT reconnaît que ces « chiffres puissent sous-estimer la force de l'impact » du confinement et de la crise. Ainsi, la phase actuelle est celle de la maîtrise des risques sanitaires, mais très vite il faudra faire face à des contraintes socio-économiques majeures, au dépassement de la crise et du « modèle » de développement actuel.

Un bateau exposé à des risques collectifs

Même si la propagation du virus est relativement « maîtrisée », on ne peut que se demander s'il ne reviendra pas ou s'il n'y aura pas d'autres vagues sous d'autres formes ? Si cette menace est prolongée, il faudra absolument trouver des solutions durables : un dispositif sécurisé et viable pour travailler et vivre ! Parmi les questions auxquelles il faudra trouver des réponses figurent les suivantes : comment mieux se préparer et faire face à des crises majeures ? Quelle place doit prendre la sécurité sanitaire dans la formulation et la mise en œuvre des politiques publiques ?

¹ Nouvelles perspectives de l'OCDE sur l'économie mondiale. Février, 2020.

La crise du COVID 19 a montré avec clarté et évidence que nous vivons sur la même planète, sur le même bateau – avec des niveaux de confort très inégaux- qui peut chavirer en emportant ses résidents : nous vivons dans un monde marqué par de fortes interdépendances des populations au niveau local et mondial. Certaines catégories sociales sont plus exposées au risque que d'autres (personnel de soins, livreurs, habitants de bidonvilles). Mais la contagion est planétaire, et même si les conditions du confinement sont très différentes d'une catégorie sociale à l'autre, le 1% des plus riches n'est pas plus épargné des risques de l'épidémie, de l'angoisse, de la peur et éventuellement de la mort. Dans de nombreux pays, les grandes inégalités sociales ne protègent pas, mais elles accroissent plutôt le risque sécuritaire. Au début de la crise, nous avons entendu des personnes parmi les démunis dire : A quoi servent des visas Schengen (ou d'autres) dans ces circonstances ? A quoi serviraient les comptes bancaires bien remplis ! Même si nous ne savons pas avec certitude l'origine de ce virus (et les causes de son apparition), nous avons appris que ce qui se passerait sur un marché en Chine, un laboratoire américain ou russe peut affecter l'ensemble de l'humanité.

Risques de la situation présente

Des risques de sortie de la crise par le bas ne sont pas écartables : il est probable que la situation puisse évoluer dans la direction de la dégradation des conditions de vie des gens, une régression de la solidarité, le développement des inégalités et de l'insécurité... C'est une perspective à éviter à tout prix, mais elle est possible. Des pouvoirs non démocratiques, populistes peuvent profiter de cette situation pour accentuer le caractère autoritaire des régimes politiques en place et justifier toutes sortes de restrictions et d'atteintes aux droits au nom du rétablissement de la sécurité et de l'ordre, etc. Cette direction doit être bien évidemment combattue par la vigilance des gens et leur mobilisation.

A un niveau pragmatique, des pistes de la préparation de sortie de crise par l'information et la connaissance ont déjà été mises en œuvre : l'utilisation du Big Data, de la reconnaissance faciale, de la prise de température à distance, la géolocalisation des personnes et de leurs relations... Il est vrai que ces techniques comme l'approche chinoise du coronavirus soulèvent des questions d'éthique et peuvent porter atteinte aux libertés des individus, à la circulation des gens. A un moment donné, il faudra discuter l'usage policier de ces techniques et définir des modalités d'encadrement respectueux des droits humains.

Accélération d'une évolution exigeante sur le plan technologique

Nous avons vu en Chine et dans le cas de pays asiatiques touchés par le Corona l'utilisation du Smartphone et des informations géographiques pour gérer et contrôler les mouvements de la population ; ils ont utilisé des applications numériques pour identifier ceux qui sont sains et ceux qui sont malades. Avec la crise actuelle, l'automatisation et la robotique prendront aussi encore plus de place. Des robots qui distribuent des repas, des produits, du courrier, des documents sont déjà opérationnels. La distribution peut se faire de manière sécurisée ce qui est très apprécié en ces temps-ci ... toutes ces tendances et évolutions sont en cours de mise en place. Cette direction de développement prendra encore davantage d'importance pour évoluer vers des robots infirmiers, robots médecins (une version plus avancée de la télé consultation), etc. La crise ne fera probablement qu'accentuer cette évolution.

Dans ces conditions, le facteur humain cédera la place à de plus en plus de tâches automatisées également pour des considérations de réduction des charges des entreprises. Ceci correspond à une démarche d'optimisation classique des profits, mais dans les circonstances actuelles où des millions d'entreprises perdent totalement ou partiellement leur chiffre d'affaires, il est quasi-

certain que l'après crise prendra une direction de réduction et de la minimisation des emplois et des recrutements. Ce qui aggraverait le chômage structurel que nous connaissons.

Une telle évolution qui correspond à une tendance lourde imposera une plus grande valorisation du capital humain et une dévalorisation du travail simple non qualifié. Elle exige un accroissement du niveau général de la scolarisation et une intensification de la formation de qualité. Or, la société marocaine souffre encore d'un niveau élevé d'analphabétisme. Une situation aggravée par la fracture sociale et numérique. Le système éducatif marocain malheureusement a accumulé des déficits qui ne facilitent pas un accompagnement correct d'une évolution exigeante sur le technologique.

Avec la crise du Corona virus, il y aura certainement un saut et une accélération dans le sens du développement du télétravail, mais aussi d'un usage intensif des applications informatiques dans la vie de tous les jours et dans le domaine de l'éducation et la formation. Au Maroc, il a fallu le confinement sanitaire pour que le système éducatif marocain découvre que la formation à distance offre un potentiel important. Les réunions à distance, les téléconférences existent et se pratiquent depuis longtemps, mais elles prendront dans le futur proche encore plus d'importance dans le travail et le fonctionnement de l'économie. Dans le domaine de l'enseignement, des contenus de formation à distance existent. Des outils et des applications sont disponibles également. Cependant, les pays dont le capital humain est peu développé seront handicapés par rapport à cette évolution. Ceci est le cas du Maroc.

Conditions pour accompagner la promotion de l'enseignement et le travail à distance

La fermeture des écoles et du système éducatif au Maroc – comme dans beaucoup de pays - a montré le grand potentiel de l'enseignement et la formation à distance. En même temps, il a été possible de constater beaucoup de retards dans ce domaine selon les institutions.

L'enseignement et les formations résidentielles auront toujours une place principale, mais l'enseignement à distance peut jouer un rôle beaucoup moins marginal que dans la situation présente au Maroc. Ce qui se fait actuellement dans ce domaine – dans une grande partie de l'enseignement supérieur – est laissé à des initiatives personnelles. Des enseignants volontaires choisissent telle ou telle application (selon l'accessibilité, les commodités et la gratuité sous certaines conditions).

Face à cette situation, des mesures doivent être mises en place et institutionnalisées. Une politique, des orientations nationales devraient être développées au moins dans trois directions : les équipements et la logistique, la formation des formateurs et les contenus à dispenser.

Il faudrait développer une infrastructure nationale unifiée et sécurisée (plateforme, applications) et la mettre à la disposition des formateurs, des élèves et étudiants. L'accès à ces services a un coût qui n'est pas à la portée de tous. Aussi, pourquoi ne pas assurer un service universel gratuit d'accès à internet (du moins pour les applications éducatives). Le second niveau concerne la formation des enseignants et des formateurs – de manière concrète et approfondie– à l'usage des différents outils informatiques et de communication (TICE) pouvant assurer le développement de l'enseignement (et le travail) à distance.

Enfin, il y a lieu d'investir de manière massive dans le développement de contenus de formation de qualité. Des mécanismes d'encouragement et de stimulation devraient être mis en place pour inciter les formateurs à développer une offre de qualité. Les contenus d'excellence devraient être labellisés et partagés pour qu'ils puissent profiter à tout le système éducatif sous forme de

MOOCs gratuits. En outre, la gestion courante du système éducatif, les évaluations, les examens et contrôles à distance...méritent aussi plus d'attention.

Sortie de crise par la connaissance et la science

Des signes tangibles soulignent que la sortie de la crise se fera par le haut : par la science, le savoir, les technologies mises au service des humains. Actuellement il y a une course contre la montre pour développer le vaccin contre le COVID19, pour trouver un traitement adapté et efficace et pour produire un maximum de masques et de ventilateurs pour sauver des vies humaines, etc. Cette course, compétition se fait entre les Etats, les laboratoires, les grandes compagnies privées (une entreprise aurait investi 1 milliard de dollars dans la recherche du vaccin).

Les résultats des découvertes scientifiques et leur production à grande échelle est un enjeu planétaire humain et économique. Les grandes entreprises industrielles se convertissent de l'automobile à la production des ventilateurs et d'autres à la production des masques. Il faudra réfléchir et rapidement au potentiel d'adaptation et de reconversion de l'industrie, de l'économie marocaine dans deux directions : pour mieux répondre aux besoins qu'impose la crise, notamment en ce qui concerne les médicaments et le matériel de soins. Et plus largement se poser des questions sur les adaptations qui seront imposées par la sortie de crise et la situation de l'économie mondiale : compression de la demande, développement de certains produits et secteurs au détriment d'autres, etc. La sortie de crise ne sera pas aisée pour de nombreux secteurs.

La connaissance scientifique et le diagnostic précis de la situation ont une dimension majeure dans la bataille contre le COVID19. Il est vital de connaître ceux qui sont positifs, ceux qui sont sains, disposer d'une cartographie de la maladie, connaître les hot spots, la dynamique de la prolifération. Beaucoup de choses restent méconnues : l'intensité de la transmission, la durée de la contagiosité des personnes guéries, les risques de nouvelles vagues, la mutation du virus...Pour ces différentes questions, il s'avère nécessaire d'appliquer à grande échelle différents types de tests sur la population, et d'initier des enquêtes pour éclairer l'action et mettre en place des stratégies de sortie du confinement : le type de dé-confinement progressif, sélectif, géographique, etc, dépend de notre connaissance et des réponses aux questions précédentes. Des centaines de milliards sont dépensés dans la gestion de la crise sanitaire, au soutien des ménages et entreprises ; un manque à gagner colossal est perdu du fait de la baisse certaine du PIB. Aussi, il est économiquement très avantageux de commencer à tester à grande échelle la population pour identifier ceux qui peuvent reprendre le travail sans risque et les autres qui doivent être momentanément observés. Le Maroc est-il préparé, se prépare t-il à cette phase cruciale pour la reprise économique ?

Enfin, la sortie de crise ne dépend pas uniquement des laboratoires de recherche et des scientifiques, elle est facilitée par l'adoption d'un management de crise, par la mobilisation des équipes, par l'implication et l'adhésion des populations, par un leadership et une gouvernance efficaces.

Certains dirigeants et corporations expriment un empressement pour un retour rapide de l'économie à la « normale », aux affaires comme d'habitude (business as usual). Cet empressement peut être justifié au regard des effets dramatiques sur le travail et les revenus de millions de travailleurs et d'entreprises. Le confinement de plus de trois milliards de personnes – surtout s'il dure – aura certainement des effets dévastateurs sur l'humanité, sur les économies...mais il produira aussi des effets positifs sur l'environnement, sur la nature et il faut l'espérer sur le comportement des gens et des politiques publiques. Un arrêt dramatique du transport au niveau urbain, à l'échelle internationale a déjà produit une baisse de certaines formes de pollution... Au début de la crise, le Président Trump a jugé que la solution (le confinement) serait pire pour

l'économie que les effets du coronavirus ! Il est vrai qu'aux USA, en deux semaines ce sont 10 millions de personnes qui se sont retrouvés au chômage.

Sans nier les dégâts majeurs encourus sur le plan économique, il y a un nombre considérable de leçons à méditer et de faits à reconsidérer : faut-il poursuivre une croissance effrénée et ses effets négatifs sur l'environnement et la santé des gens ? Faut-il poursuivre une mondialisation à tout prix, productrice d'inégalités et de déséquilibres ? Faut-il assurer un rééquilibrage en faveur de la souveraineté et l'indépendance des gens et des peuples ? Quels nouveaux ajustements, quels nouveaux équilibres faut-il promouvoir ?

Cette crise devrait être porteuse de changements, des adaptations au niveau des individus et des groupes, mais également des restructurations et des réformes seraient nécessaires ; elles devraient être intégrées dans les politiques publiques de l'après crise.

C'est une crise qui devra aboutir sur une remise à plat des choix, des priorités, des inégalités, de la place de la solidarité au niveau local, national et international. Faut-il continuer à dépenser des budgets énormes dans la course aux armements. Ce sont autant de ressources en moins pour la santé et l'éducation et qui profitent principalement aux fabricants d'armes qui alimentent les conflits et détruisent des pays, des régions...et créent l'instabilité et l'insécurité à l'échelle mondiale.

Est-il acceptable que l'industrie militaire prospère dans tous les pays – y compris au Maroc et en Algérie – au détriment des besoins élémentaires de santé et d'éducation des populations ? Est-il acceptable que des marchés publics énormes qui ne répondent nullement à des besoins prioritaires de la population soient constamment captés par les rentiers et la rente ?

Dans le cas du Maroc, nous devons penser à l'institutionnalisation et à l'amélioration des programmes d'aide aux catégories pauvres (aide aux travailleurs du secteur privé, population du Ramed, travailleurs du secteur informel non couverts par le Ramed) et qui se trouvent dans une situation très précaire. Ceci peut prendre la forme d'un revenu direct d'aide aux pauvres et des allocations de chômages régulières. C'est une priorité sociale et un levier économique qu'il faudra utiliser pour relancer l'économie au lendemain de la sortie de la crise sanitaire.